

# Alireza, on t'oublie pas

Trois manifestations pour le dire

25 janvier • 1er mars • 29 mars

18H Place du Rhône • Genève

Stop aux renvois !

De vrais permis pour une vie normale !

Accès à la formation et au travail !

Une alternative vivable au Foyer de l'Etoile !

Stop aux abris PC !



A l'appel de

Les amis d'Alireza | Coordination asile.ge

Syndicat des services publics Genève

Solidarité Tattes | Unia Genève

Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs

Ligue suisse des droits de l'homme Genève

solidaritéS | Les Vert-e-s Genève

Le Silure | Parti Socialiste Genève

**Venez soutenir**  **Faites tourner**

**Alireza avait 19 ans.** Il s'est suicidé le 30 novembre 2022, après avoir reçu une réponse du Tribunal administratif fédéral (TAF) confirmant son renvoi vers la Grèce, pays dans lequel il avait subi de terribles violences. Alireza était arrivé à Genève avec de l'espoir. Rapidement intégré et bénéficiant de nombreux soutiens, il n'imaginait pas que les autorités suisses allaient le rejeter, malgré la situation en Grèce et le rapport médical qui attestait des risques de suicide en cas de renvoi.

Alireza n'est pas la seule personne en exil à avoir mis fin à ses jours à Genève. Nous pensons à **Ali Reza**, son homonyme, à **Yemane** et à **Tony**, décédés respectivement en 2019, 2018 et en décembre dernier. Nous pensons aussi aux ami·es d'Alireza et à toutes les personnes venues demander une protection à la Suisse et dont les existences sont prises dans les rouages des bureaucraties de l'asile. Elles ont fui leur pays pour sauver leurs vies. Elles ont connu mille dangers sur les routes de l'exil. Elles ont cru pouvoir trouver un havre de paix en Suisse et à Genève, mais elles ont rapidement vu leurs espoirs douchés et n'imaginaient pas que leur vie quotidienne allait être aussi difficile.

Parce que les autorités suisses renvoient trop souvent des personnes vers des pays où elles savent pertinemment que leurs droits fondamentaux sont bafoués. Parce que les avis médicaux sont trop souvent ignorés dans les décisions d'asile et l'exécution des renvois par le canton. Parce que – quand elles ne sont pas déboutées – les personnes en exil reçoivent trop souvent des permis provisoires qui les plongent dans la précarité et rendent le logement, le travail, la formation et la possibilité de voyager difficiles, voire impossibles. Parce que les conditions de logement et l'encadrement qui leur sont proposées les empêchent de se construire un avenir et affectent profondément leur santé, nous demandons :

- **La fin des renvois**, que ce soit vers d'autres pays d'Europe ou dans les pays d'origine des personnes en exil
- **Des permis stables**, condition nécessaire pour se construire un avenir et mener une vie normale
- **Des logements individuels et des foyers de qualité** (avec encadrement socio-éducatif adapté pour les mineur·es et jeunes majeur·es)
- **Le droit de se former et de travailler pour toutes et tous**, quel que soit le statut de la personne
- **La fin du régime de l'aide d'urgence** et une aide sociale pleine et entière pour toutes et tous